

Hong Kong / Paris, le 17 juin

Le rebond économique est-il dû au gouvernement Modi ?

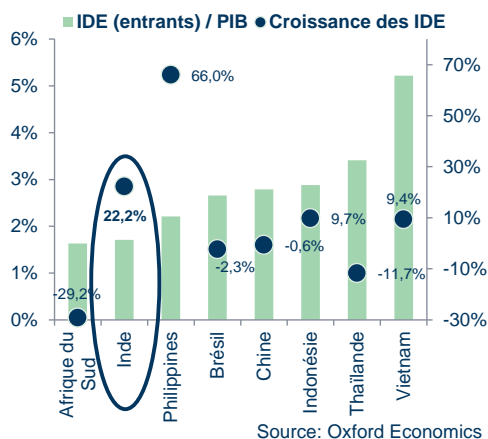
En mai 2015, le FMI a désigné l'Inde comme étant « l'une des lueurs d'espoir de l'économie mondiale », principalement grâce à la plus grande efficacité de ses mesures économiques et à la dissipation de l'incertitude politique un an seulement après l'arrivée au pouvoir du premier ministre Modi. Coface s'attend à ce que la croissance du PIB indien atteigne 7,5 % en 2015. Dans quelle mesure les réformes de Narendra Modi ont-elles contribué à ce rebond de la croissance ? Quels risques pèsent aujourd'hui sur la reprise économique ?

En mai 2014, à l'issue de cinq semaines d'élections législatives, le chef du Bharatiya Janata Party (BJP), Narendra Modi, est devenu Premier ministre de l'Inde sans avoir établi d'alliance politique. Ce gouvernement est par conséquent le premier depuis vingt-cinq ans à ne pas être le fruit d'une coalition. N. Modi étant connu pour ses positions favorables aux entreprises, son élection a généré de l'espoir dans un pays où la bureaucratie et les carences en infrastructures entravent les investissements privés et publics depuis longtemps. Un an après son arrivée au pouvoir, le gouvernement Modi a déjà initié des mesures phares, telles que l'harmonisation de la TVA au niveau fédéral, qui devraient stimuler la croissance et les recettes fiscales ou le relèvement des plafonds d'investissement étranger direct (IDE) dans plusieurs secteurs.

Hausse de la confiance des entreprises

Au cours de l'année qui vient de s'écouler, l'économie indienne a bénéficié de l'amélioration de la confiance des entreprises, comme l'indique la progression dynamique des IDE

Inde : une lueur d'espoir pour les investissements directs étrangers



Le nouveau gouvernement a notamment autorisé les investisseurs étrangers à détenir l'intégralité du capital social des entreprises dans le secteur des infrastructures ferroviaires, du développement et de la construction, afin de soutenir la production et l'essor des infrastructures. Il a également relevé le plafond d'IDE dans les secteurs de l'assurance et de la défense de 26% à 49 %. Le programme de réformes du Premier ministre devrait favoriser une reprise progressive. Alors que la maîtrise de l'inflation permet un assouplissement progressif de la politique monétaire.

« Dès son entrée en fonction, le gouvernement a lancé un programme réformiste visant à soutenir les investissements et alléger les contraintes pesant sur l'offre tout en continuant à faire de la consolidation fiscale une priorité. Le gouvernement bénéficie d'une situation macroéconomique favorable, grâce à la modération du prix du pétrole et à la maîtrise de l'inflation qui a permis un assouplissement de la politique monétaire », indique Charlie Carré, économiste de Coface spécialiste de l'Asie émergente. Néanmoins, « l'investissement privé progresse lentement et la contribution de l'investissement à la croissance reste faible. Cela s'explique par le processus de désendettement des entreprises, le nombre important de projets encore bloqués et l'incertitude mondiale ».

Toutefois, selon l'indice IDE calculé par l'OCDE, l'Inde continue de faire face à des restrictions réglementaires importantes sur les investissements directs étrangers. Les mesures prises par le gouvernement Modi ont contribué à restaurer la confiance des investisseurs, mais les freins aux IDE restent considérables. Ils sont encore plafonnés dans de nombreux secteurs et une autorisation du gouvernement est souvent nécessaire.

Des dynamiques sectorielles contrastées, comme l'attestent les perspectives des secteurs de l'acier et des technologies de l'information

La demande d'acier sera soutenue par le secteur de la construction. L'ampleur des projets d'infrastructure et les différents programmes visant à améliorer la compétitivité du pays contribueront à raffermir la demande d'intrants.

« Bien que les perspectives de demande d'acier soient favorables en Inde grâce aux grands projets d'infrastructure, les importations en provenance de Chine resteront importantes et continueront d'exercer une pression baissière sur les prix domestiques. Les produits en acier étant facilement substituables, les aciéristes indiens resteront pénalisés par le manque de compétitivité. En effet, les produits indiens restent 20% plus cher que les produits importés de Chine », commente Rocky Tung, économiste de Coface pour la région Asie-Pacifique.

L'India Brand Equity Foundation (IBEF) estime que les services liés aux technologies de l'information en Inde représentent 52 % du marché mondial. Le coût du travail, relativement faible (qui représente entre un quart et un tiers de celui des États-Unis), contribue largement à la réussite du secteur. « Même si le secteur des technologies de l'information restera concurrentiel au niveau mondial tant que les salaires ne connaîtront pas de forte hausse,

l'Inde ne peut ignorer la montée en puissance de la Chine, de la Malaisie et des Philippines », ajoute Rocky Tung.

Incertitudes politiques à surveiller

L'accession de Narendra Modi au poste de Premier ministre et les premières réformes économiques engagées par son gouvernement ont renforcé la confiance des investisseurs. Les récentes mesures, telles que l'assouplissement, par décret, des exigences d'acquisition des terrains, permettent d'alléger les contraintes d'offre, mais d'autres réformes sont nécessaires pour l'investissement et la croissance. Le gouvernement Modi a démontré qu'il avait la volonté de tenir ses promesses. Les réformes amorcées, ainsi que le programme « *Make in India* », permettront de soutenir, à moyen terme, les projets d'infrastructure et le secteur de l'acier, tandis que le secteur des technologies de l'information bénéficiera du soutien du gouvernement nécessaire pour faire face aux challenges auxquels sera confrontée cette industrie (notamment à travers une baisse du taux de redevances),

Néanmoins, le gouvernement pourrait être confronté à une opposition de la part de la société civile et le BJP ne bénéficie toujours pas de la majorité au sein de la chambre haute du Parlement, puisqu'il ne contrôle que 13 des 29 États et 2 territoires d'union. La mise en œuvre des réformes reste donc incertaine et pourrait limiter l'ampleur du rebond économique de l'Inde. Le gouvernement risque de faire face à l'opposition de la chambre haute, ce qui pourrait obliger N. Modi à différer des projets de loi ou à recourir à des décrets. Enfin, le gouvernement BJP a bénéficié d'un environnement macroéconomique extérieur favorable, grâce à la modération du cours du pétrole brut et à une reprise économique progressive au sein de l'Union européenne. Mais les incertitudes relatives au resserrement de la politique monétaire de la Réserve fédérale américaine constituent un risque à ne pas négliger.

CONTACTS MEDIA

Maria KRELLENSTEIN - T. +33 (0)1 49 02 16 29 maria.krellenstein@coface.com
Justine LANSAC - T. +33 (0)1 49 02 24 48 justine.lansac@coface.com

A propos de Coface

Le groupe Coface, un leader mondial de l'assurance-crédit, propose aux entreprises du monde entier des solutions pour les protéger contre le risque de défaillance financière de leurs clients, sur leur marché domestique et à l'export. En 2014, le Groupe, fort de 4 400 collaborateurs, a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 1,441 Md€. Présent directement ou indirectement dans 98 pays, il sécurise les transactions de 40 000 entreprises dans plus de 200 pays. Chaque trimestre, Coface publie son évaluation du risque pays dans 160 pays, en s'appuyant sur sa connaissance unique du comportement de paiement des entreprises et sur l'expertise de ses 350 arbitres localisés au plus près des clients et de leurs débiteurs.

En France, le Groupe gère également les garanties publiques à l'exportation pour le compte de l'Etat.

www.coface.com

Coface SA. est coté sur le Compartiment A d'Euronext Paris
Code ISIN : FR0010667147 / Mnémonique : COFA

